

Convention collective départementale

IDCC : 9691. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(RHÔNE)**

(21 décembre 1998)

(Etendue par arrêté du 1^{er} mars 1999,
Journal officiel du 10 mars 1999)

AVENANT N° 16 DU 28 AOÛT 2008

NOR : *AGRS0997057M*

IDCC : 9691

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Rhône ;

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et de la pépinière de la région lyonnaise ;

Le syndicat des maraîchers de la région lyonnaise ;

La fédération départementale des producteurs de fruits ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers du département du Rhône ;

La société des courses de Lyon ;

La société sportive du Rhône,

D'une part, et

La CFDT des salariés des professions de l'agroalimentaire du Rhône ;

La CGT-FO ;

La CFTC des salariés agricoles du Rhône ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe IV avenant « Cadres » à la convention collective des exploitations et entreprises agricoles du Rhône du 21 décembre 1998 est complétée par l'insertion d'un article 26 *bis* « Retraite supplémentaire » rédigé comme suit :

« Les employeurs de salariés relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 doivent souscrire au régime de retraite supplémentaire par capitalisation au taux supplémentaire de retraite de 2 % sur les tranches A et B du salaire brut.

La répartition de la cotisation entre l'employeur et le salarié s'effectue dans les conditions définies à l'annexe I de la convention susmentionnée.

La répartition est la suivante :

- part patronale : 1,24 % ;
- part salarié : 0,76 %.

Ce taux et sa répartition, ainsi que les modalités qui l'affectent, sont révisés, en tant que de besoin, par les partenaires sociaux signataires de la convention collective nationale susmentionnée.

Cette garantie est assurée par la CPCEA, membre d'AGRICOLA, sis 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8. »

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur, pour la cotisation de la tranche B, le premier du mois civil suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 2 exemplaires auprès du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Rhône ; un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Fait à Lyon, le 28 août 2008.

(Suivent les signatures.)